



SOCIÉTÉ

Illégaux malgré eux

Page 8



UQAM

Pas de place pour les petits

Page 4

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE
SOUS TOUTES SES FORMES
LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS
LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2023

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM4404



ÉCONOMIE

10,8 milliards dans le logement

Plus d'informations, Page 5



ISRAËL

Entente pour les otages

Plus d'informations, Page 10



DOSSIER

Militantisme en mutation

Plus d'informations, Pages 6 et 7

Le Front commun n'a pas froid aux yeux

Plus de 400 000 manifestants se rassemblent dans les rues du Québec

Page 3



Quatre des grands syndicats de la province font le point sur l'état du secteur public. *Lyna Basta, L'Atelier*



Le Québec doit investir 1,6 milliard dans les cinq prochaines années pour la décarbonation du secteur de la santé. Lynda Basta, L'Atelier

Vers un secteur de la santé public carboneutre

OLEKSII PIVTORAK
L'Atelier

Le gouvernement du Québec doit investir au moins 3,8 milliards afin de réduire l'empreinte carbone du secteur de la santé publique d'ici 2040, indique le rapport de Dunsky Énergie + Climat présenté lors de la conférence du mardi 21 novembre à Montréal.

« On est dans une période [où] il faut faire des choix », affirme Thomas Bastien, directeur général de l'Association pour la santé publique du Québec lors de la conférence. Le secteur de la santé émet 9,3 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES), ce qui représente 4 % de l'émission au Québec. Les bâtiments du secteur de la santé sont responsables de 65 %

d'émissions des GES totaux provenant des bâtiments d'État.

Les enjeux majeurs

À l'heure actuelle, 4,5 millions de GES émis par année proviennent du chauffage de bâtiment. En remplaçant les énergies fossiles utilisées pour le chauffage des bâtiments par l'électricité, le Québec économisera 787 millions d'ici 2040 ou 1,5 milliard d'ici 2050. L'amélioration du système de récupération de chaleur fera économiser au Québec 540 millions, qu'il devra investir dans les technologies vertes afin de diminuer les besoins énergétiques. Également, 2,8 millions de GES par année seront évités. La flotte automobile représente un enjeu mineur dans l'étude.

Claudiel Pétrin-Desrosiers, présidente de l'Association québécoise

« La pollution atmosphérique, c'est 4000 décès et 30 milliards en coût de santé » - Claudiel Pétrin-Desrosiers

des médecins pour l'environnement, se réjouit de la présentation du rapport puisqu'il ouvre la porte aux discussions pour la lutte contre les GES dans le secteur de la santé selon elle.

Elle soutient également qu'en investissant dans le secteur de la

santé pour diminuer l'impact des GES, on économise de l'argent pour le Québec, mais on sauve aussi les vies des Québécois et Québécoises. « En pollution atmosphérique au Québec, c'est 4000 décès et 30 milliards en coûts de santé annuels estimés par année », ajoute la présidente.

Une mission impossible

L'étude vise à diminuer les GES dans un avenir proche.

Bien que les grandes villes et les régions aient des moyens de réduire leurs impacts au minimum, certaines régions nécessitent des services de transport aérien. L'étude n'a pas pris en considération leur utilisation faute de technologies vertes, mais la science continue d'avancer.

ÉDITORIAL

On est là pour rester

OLEKSII PIVTORAK

Québecor, le Groupe TVA, les Coops de l'information, Postmedia, la mort de Métro média, Radio-Canada sous « pression budgétaire », blocage de Meta sur les réseaux sociaux, menaces de Google... les médias sont dans une bien fâcheuse posture.

Les réseaux sociaux sont les rois de l'information en 2023. En réaction à la loi C-18, ils ont bloqué les médias sur leurs sites en contrôlant 95 % du marché publicitaire sans même considérer que 70 % des jeunes Québécois et Québécoises y prennent leurs nouvelles.

Les entreprises médiatiques ne sont pas blanches comme neige. Les journalistes permanents perdent leurs emplois. Ils sont remplacés par des pigistes, car ceux-ci coûtent moins cher. Or, leur salaire a diminué de 30% depuis 30 ans.

En étant des journalistes de la relève, en moins d'un an, nous sommes passés d'un marché de travail à son apogée à un marché du travail en crise affectant l'ensemble des médias du Québec.

Les journalistes de Radio-Canada nous demandent pourquoi nous sommes encore ici. Notre réponse: « Le journalisme perd ses avantages financiers, c'est un métier de passion. » Oui, nous sommes prêts à troquer notre petit pinot noir de Bourgogne pour un Don Simon. Oui, nous continuerons à écrire même si notre avenir n'est pas certain. Nous savons que nous risquons d'arrondir nos fins de mois en travaillant comme barista ou serveur dans les cafés du coin. Oui, nous acceptons toujours des stages non rémunérés et oui, nous soutenons l'écriture inclusive. Nous sommes des passionnés de l'information.

Nous guidons les gens à travers les nouvelles difficiles, mais aussi à travers celles qui nous donnent envie de vivre. Nous continuons pour qu'ils puissent avancer à travers leur quotidien.

L'information est l'un des éléments essentiels pour le fonctionnement d'une société. Nous sommes toujours tous et toutes uni(e)s, nous sommes tous et toutes ici. Nous allons continuer à offrir de l'information à l'ensemble de la population. Qu'elle soit d'intérêt public ou qu'elle soit ce qui intéresse le public. Nous continuerons à couvrir les grèves syndicales, les enjeux internationaux de l'Afrique à l'Asie, les droits de la personne, les matchs de curling, l'environnement, l'économie, la démocratie, la transition écologique, les pièces de théâtre mi-vides et même les petites histoires de l'UQAM. Pour répondre à la comédie noire *Salle de nouvelles* de cette saison du Duceppe, non, nous ne sommes pas éceurés. Vive la société !

Vive l'information ! Vive le journalisme libre !

Fin du pont Champlain d'origine en 2024

LAURIE DORÉ
L'Atelier

La société d'État Les ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée (PJCCI) a investi 157,5 millions de dollars en travaux majeurs pendant l'année 2022. Lors du bilan des activités et des résultats financiers de l'Assemblée publique annuelle de PJCCI, les travaux du pont Jacques-Cartier et les travaux de déconstruction de l'ancien pont Champlain étaient au cœur des discussions.

La biodiversité et la minimisation de l'impact de ces travaux sur la communauté étaient les priorités de PJCCI, qui a seulement reçu trois plaintes en trois ans, selon Dominique Blouin, directeur du projet de déconstruction du pont Champlain d'origine.

Projet Héritage Champlain

« Au cours de l'exercice, l'équipe de PJCCI a poursuivi la gestion proactive des actifs, notamment par le biais des programmes majeurs de maintien réalisés sur les

ponts Jacques-Cartier et Honoré-Mercier », a déclaré Catherine Lavoie, présidente du conseil d'administration. Les travaux de déconstruction du pont Champlain se termineront en janvier 2024.

Sa déconstruction s'est entamée en juillet 2020, et un projet Héritage Champlain a été mis en place et sera terminé en décembre 2025. Ce projet consiste à aménager des terrains sur les berges libérées par la déconstruction du pont, à offrir un accès privilégié au Saint-Laurent ainsi qu'à com-

mémorer l'existence du pont.

Autres financements

Pour le pont Honoré-Mercier, 19 millions de dollars ont été investis depuis le début des rénovations, alors que, pour l'autoroute Bonaventure, le coût de l'investissement s'élève à 7,2 millions. Pour l'estacade du pont Champlain et du tunnel de Melocheville, aucun travail majeur n'a été fait cette année, mais 700 000 \$ et 30 000 \$ respectivement ont été investis par la société d'État.

FRONT COMMUN

L'heure est aux solutions

WILLIAM GEMME
L'Atelier

« À la manifestation, on rêvait d'une révolution. » Ces paroles se sont fait entendre par des grévistes au son de la chanson *La manifestation*, des Cowboys Fringants. Devant l'école spécialisée Irénée-Lussier, à Montréal, a commencé mardi la première journée de grève du Front commun dans tout le Québec.

Le nerf de la guerre est la rémunération du personnel de soutien, qui inclut, entre autres, les éducatrices en service de garde et en éducation spécialisée. « Quand on fait la moyenne salariale annuelle de notre personnel de soutien, on a une moyenne de 23 400 \$. Ce sont les chiffres du Conseil du trésor. Nos gens sont sous le seuil de la pauvreté », a dit la présidente de la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), Annie Charland.

Bonne humeur

Malgré le froid, plusieurs travailleurs et manifestants étaient présents dans la bonne humeur, un café à la main pour entamer la première journée de grève. Les manifestations du Front commun ont regroupé 420 000 travailleurs de la CSN, de la FTQ, de la CSQ et de l'APTS. Elles vont se dérouler pour l'instant les 21, 22 et 23 novembre 2023. Aux abords de la rue Hochelaga, de nombreux automobilistes ont démontré leur appui aux grévistes en klaxonnant à la suite de leur passage. « Ce qu'on entend, c'est le son de la colère de travailleurs et travailleuses », a exprimé Frédéric Brun, vice-président de la FEESP-CSN.

La FEESP-CSN a demandé un tiers parti au gouvernement pour faire avancer les négociations. Mathieu LeBrun, qui a été nommé à titre de conciliateur, aura comme rôle d'en arriver le plus rapidement possible à une entente négociée avec les syndicats du Front commun. Le gouvernement précise qu'il aura le devoir de favoriser les échanges, mais n'aura pas de pouvoir décisionnel.



Annie Charland, lors d'une conférence de presse, pour entamer la grève du Front commun William Gemme, L'Atelier

Le Front commun se rallie à travers le Québec

Le ras-le-bol collectif du Front commun se fait sentir

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

D'ange gardien à moins que « rien. » Malgré la situation critique dans le système public au Québec, c'est dans une ambiance festive que plusieurs centaines d'employés de l'État issus des secteurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation se sont rassemblés devant le CHUM. Dans le but de faire pression sur le gouvernement après un an de négociations qui stagnent, les manifestants ont pris les rues d'assaut mardi avant-midi.

« Messieurs les ministres, Sonia LeBel, au lieu d'enrichir les millionnaires des Kings, commencez donc à vous préoccuper des conditions de travail pour améliorer le sort de tous vos travailleurs, dont 78% sont des vraies queens », a affirmé Sylvie Nelson, présidente du SQEEST-FTQ qui représente plus de 25 000 travailleurs du secteur de la santé et des services sociaux. Elle fait référence à la décision du premier ministre François Legault de subventionner deux parties des Kings de Los Angeles à Québec, ce qui pourrait coûter jusqu'à 7 millions de dollars en fonds publics. Les discussions sur les conditions de travail sont au centre de l'attention, alors que les représentants du Front commun composés de la CSN, de l'APTS, de la CSQ et de la FTQ se sont rassemblés pour faire le point. Malgré les affirmations répétées du gouvernement concernant l'amélioration de l'organisation du travail, les syndicats expriment leur frustration face à l'immobilisme persistant des négociations sectorielles, qui semblent piétiner depuis plusieurs mois. « On nous dit de mettre de l'eau dans notre vin, mais le gouvernement ne fait aucun effort de son côté. Ce qu'il nous propose, c'est nous rire dans la face », affirme Lise, une infirmière du CHUM.



Manifestation du Front commun devant le CHUM Lynda Basta, L'Atelier

Des parents en appui aux enseignants

Dans une lettre ouverte publiée mardi, près de 400 parents ont fait part de leur soutien indéfectible au personnel enseignant. Ils ont souligné que les difficultés actuelles ne représentaient qu'une infime fraction des obstacles quotidiens auxquels fait face tout le personnel scolaire.

« Je n'aime pas qu'on vienne dire que c'est les employés du secteur public qui énervent les parents et les usagers, exprime Vicki Plourde, mère solidaire du personnel scolaire en grève. C'est plutôt les offres ridicules du gouvernement le problème. Le gouvernement semble vouloir investir n'importe où sauf dans le secteur public. Les parents, on comprend l'exaspération des professeurs. »

Cette mère de famille a amené ses enfants sur le terrain pour manifester mardi en avant-midi. Elle affirme qu'il est important que tous les parents comprennent bien

que les conditions de travail des professeurs ont un impact direct sur « la qualité de l'enseignement donné à nos enfants et sur les services qui leur sont offerts pour leur apprentissage ».

Cependant, ce n'est pas le même son de cloche pour tous les parents. Certains sont complète-

« Les parents, on comprend l'exaspération des professeurs » - Vicki Plourde

ment affolés par la menace de grève générale illimitée ne sachant pas comment ils vont s'organiser si elle est réellement déclenchée. « Je comprends les revendications, mais est-ce qu'on pense à nous, les parents? On dirait une deuxième pandémie. Je dois manquer le travail pour rester à la maison. Je

n'ai pas les moyens de perdre de l'argent », affirme une jeune mère rencontrée dans la rue voulant conserver l'anonymat.

Une loi spéciale en vue?

La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a fait le point cet après-midi accompagnée du ministre de la Santé, Christian Dubé, et du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. Elle a affirmé d'emblée que « les négociations ne sont pas terminées et qu'il faut continuer à s'asseoir aux tables pour discuter ».

Questionnée sur la durée de cette grève et le possible recours à une loi spéciale, Sonia LeBel répond qu'elle « espère arriver à une entente avant Noël » et que, pour l'instant « , avoir recours à une loi spéciale n'est pas dans les plans ».

Les 65 000 enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement se joindront à la manifestation ce jeudi. La grève se poursuit jusqu'à cette date pour l'instant.

Le bras de fer syndical se poursuit...

Le Cégep du Vieux Montréal a été assiégé par les grévistes et travailleurs en ce début de grève

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Une grève de trois jours a été entamée par le Front commun du secteur public mardi. Plus d'une centaine de personnes se sont réunies au Cégep du Vieux Montréal à l'occasion d'un point de presse pour dénoncer la lenteur des négociations et réclamer de meilleures conditions de travail.

« Ça ne nous fait pas plaisir d'être en grève », s'exclame l'enseignante Maude Darsigny-Trépanier. C'est ce qu'affirment plusieurs représentants et enseignants présents sur

la ligne de piquetage devant le Cégep. « Notre but, c'est de régler les négociations, donc on garde espoir de faire bouger les choses », dit Valérie Fontaine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur.

Lors du point de presse à 9h30, les sept porte-parole ont exprimé leur désarroi vis-à-vis de la situation actuelle. « Une crise se prépare dans les cégeps, et cette crise est provoquée par le gouvernement », dénonce Yves de Repentigny, vice-président responsable du regroupement cégep de la Fédération nationale des enseignantes et

des enseignants du Québec.

Les bruits de klaxon, des chants des partisans et la musique québécoise ont été de la partie lors du rassemblement. Toutes les générations étaient au rendez-vous en soutien.

Difficile d'être optimiste

Depuis plus d'un an, des négociations ont lieu avec le gouvernement afin de revoir et de renouveler des conventions collectives. Cependant, le processus de négociation est lent et le gouvernement ne serait pas à l'écoute du personnel des cégeps.

Maude explique que les personnes concernées « aimeraient vraiment ça être entendues ».

Employé du Cégep du Vieux Montréal, Félix* trouve difficile d'être optimiste dans le contexte actuel. « Je ne suis pas prêt à dire que [la grève] va amener de l'espoir ou du changement. Mais amener de la mobilisation, certainement, et ça amène une couverture médiatique aussi. Ça amènerait idéalement une meilleure compréhension des enjeux et de nos revendications », explique-t-il.

* Félix a témoigné anonymement par crainte de représailles.

La halte-garderie à l'UQAM manque de places

Les grèves du secteur public font augmenter la demande

FLORENCE PROVENCHER
L'Atelier

La halte-garderie du Comité de soutien aux parents étudiants de l'UQAM (CSPE-UQAM) accueille en temps normal des enfants en bas âge de parents étudiants. Cette semaine, cette halte-garderie déborde avec l'arrivée d'enfants en âge d'être scolarisés en raison des grèves de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et des membres du Front commun.

« Une chance qu'il y a la halte-garderie de l'UQAM pour m'organiser avec ma fille! », s'exclame Teodora Grosuliac, mère de deux enfants. L'étudiante en droit à l'UQAM explique que les grèves de cette semaine n'ont pas beaucoup d'impact sur elle, puisque la halte-garderie reste ouverte pour sa fille de 7 mois, tout comme la garderie de son garçon de presque 2 ans.

« La halte-garderie, c'est vraiment ce qui me permet de retourner aux études à ce stade-ci », précise l'étudiante.

Halte-garderie pleine

« Aujourd'hui, on a dû refuser des [enfants à la halte-garderie] », dit Annie Noël de Tilly, coordonnatrice générale du CSPE. Douze places sont normalement ouvertes aux enfants de parents qui étudient à l'UQAM dans le local de la rue Sainte-Catherine, qui a ouvert ses portes en mai 2023.

« Notre halte-garderie est pleine cette semaine, ajoute Mme de Tilly. Par contre, on ne pourra pas fournir pendant plusieurs semaines [...] si la grève se prolonge. »

Isabelle Piquand, la responsable des dossiers politiques et de la communication du CSPE, explique que cela fait deux semaines que le comité se prépare à cette semaine de grève : « On a demandé à l'administration uqamienne d'avoir un



Annie Noël de Tilly est coordonnatrice générale du Comité de soutien aux parents étudiants. Lyna Basta, L'Atelier

communiqué clair pour dire [...] à la communauté des parents aux études quelles étaient les consignes pour cette grève et la réponse du vice-recteur à la vie académique [Jean-Christian Pleau] n'a été envoyée qu'hier. »

Au moment d'écrire ces lignes, M. Pleau n'avait pas encore répondu à la demande de commentaires de L'Atelier.

Revendications du CSPE

Julia Sapin-Leduc, vice-présidente du CSPE, est étudiante en administration des affaires par cumul et mère d'une petite fille de 21 mois. Elle est d'avis que, pour aider le CSPE, l'UQAM devrait lui permettre d'avoir un local plus grand, de ne pas le faire payer pour le local et de lui octroyer un budget assez conséquent pour embaucher plus d'employés.

Quant à la possibilité de la prolongation des grèves de la FAE et du Front commun, Mme de Tilly

est d'avis qu'il faudrait une « directive [de l'UQAM] vraiment claire pour que les [parents étudiants] puissent venir avec leurs enfants dans leurs cours ».

De son côté, Mme Piquand demande à l'UQAM au nom du comité que « du haut vers le bas, il y ait

« Notre halte-garderie est pleine cette semaine » - Annie Noël de Tilly

une grande ouverture pour une collaboration pour trouver un terrain d'entente » dans les prochaines semaines en cas de prolongation.

Selon Mme de Tilly, de plus en plus d'étudiants universitaires ont des enfants et il faut que l'UQAM les aide davantage. « Il faut qu'il y ait un réel investissement de

l'UQAM pour soutenir les parents aux études », revendique-t-elle.

Grèves à l'UQAM

Mme Grosuliac précise que l'incertitude autour des grèves de son association étudiante, l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED), en grève du 21 au 23 novembre, a causé du stress aux parents aux études qui ont craint de devoir venir en classe avec leurs enfants en âge d'être scolarisés.

Mme Piquand est d'avis que « plus les associations étudiantes sont en grève, moins le problème se pose pour les parents qui sont dans ces programmes parce qu'il n'y a pas de cours ».

L'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) est en grève générale illimitée depuis mardi en soutien à la FAE et au Front commun.

Les grèves s'invitent à l'université

Une grève des professeurs de l'UQAM pourrait s'ajouter à celles du secteur public

FLORENCE PROVENCHER
LYNA BASTA
L'Atelier

Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) a envoyé un communiqué mardi à ses membres les prévenant que l'assemblée générale prévue pour vendredi se dirige vers un vote de grève.

Selon le communiqué du SPUQ, les offres de la direction de l'UQAM sont « décevantes » et « le comité de négociation du SPUQ ne voit pas comment il pourrait recommander

une entente de principe vendredi ».

« Malgré de nombreuses concessions de notre comité de négociation au cours des derniers jours, deux éléments n'ont pas pu trouver un terrain d'entente : l'enseignement en ligne et les dettes de cours au retour d'un congé [parental] ou de maladie », dit le communiqué.

Il y a également une insatisfaction du SPUQ sur le plan salarial, l'UQAM lui ayant proposé des « échelles de l'Université de Montréal en vigueur en 2022, majorées de 2 % ». Selon le communiqué, cela risque de perpétuer un décalage dans les prochaines années,

puisque les échelles datent de l'an dernier.

L'ADEESE en grève générale illimitée

L'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) a voté une grève générale illimitée lundi pour appuyer les grèves du secteur public.

« Ce sont nos futures conditions de travail, donc c'est important de manifester pour [cela] », déclare Louis Prud'homme, exécutant aux affaires externes de l'ADEESE. Ce dernier juge que les conditions que

le gouvernement offre aux enseignants dans les négociations sont « inacceptables ».

L'Association facultaire étudiante des arts et l'Association facultaire étudiante de science politique et droit ont voté un mandat de grève du 21 au 23 novembre, tandis que l'AESS sera en grève le 23 novembre.

L'Association facultaire étudiante des langues et communications, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines et l'Association étudiante à l'École des sciences de la Gestion n'ont pas voté de mandat de grève.

BASKETBALL

Sans-faute pour les champions en titre

LOUISE PETIT
L'Atelier

L'équipe masculine de basketball de l'UQAM, les Citadins, championne en titre provinciale, est confiante en ses moyens et commence la saison sur les chapeaux de roues.

La saison dernière, malgré un nouvel effectif, les Citadins ont su apprendre à jouer ensemble pour gagner le championnat provincial pour la première fois en dix ans. Ils ont fini cinquièmes au pays.

Saison encourageante

Cette année, alors que leur titre est en jeu, l'équipe affiche un excellent début de saison avec quatre victoires en quatre matchs. « C'est un des meilleurs débuts dans l'histoire des citadins », explique Mario Joseph, l'entraîneur-chef des Citadins.

Confiant, Elie Karojo, joueur de l'équipe et étudiant en administration, affirme : « Si on continue comme ça, il n'y a aucune chance qu'on soit proche de perdre un match. Je pense que sans aucun doute, on est la meilleure équipe de la province. »

Catherine Van Doesburg, étudiante de 22 ans et spectatrice régulière de l'équipe depuis l'an dernier, n'est pas étonnée de ces victoires consécutives et pense que cette lancée va continuer. « C'est tous d'excellents joueurs, je pense qu'ils vont avoir une bonne saison cette année », dit-elle.

Objectifs précis

Pour Mario Joseph, même si l'objectif est de faire mieux que l'année précédente, il se concentre sur le moment présent. « Il faut être capable de prendre un match à la fois, puis passer les étapes », croit-il.

L'objectif de Elie Karojo est de remporter les nationaux. « On sait que pour ça, il faut gagner les provinciaux, mais là, c'est un peu plus facile et atteignable que le championnat national. »



Les Citadins ont gagné leur dernier match contre Bishop's 92-85. citadinsuqam et uqam_bbm, Instagram

Un salaire toujours incertain

FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier
À Québec

La présidente du Conseil du Trésor, Sonia LeBel, n'a pu affirmer en Assemblée mardi que chaque personne qui travaille dans le secteur public va avoir droit à une offre salariale au-dessus de l'inflation.

« Pour l'ensemble des employés de l'État, il y a des mesures sectorielles pour tout le monde, et on doit négocier », a-t-elle mentionné mardi. L'augmentation salariale moyenne annoncée par la CAQ est de 14,8 % sur cinq ans, soit au-dessus du taux d'inflation de 12,8 % prévu. Or, ce chiffre n'est pas le même que les 10,3 % d'augmentation salariale annoncés dans les documents de négociation publics disponibles.

Paul St-Pierre Plamondon a accusé Mme LeBel d'utiliser « toutes sortes d'artifices », y compris des heures supplémentaires et la création de nouveaux postes pour bonifier les chiffres sur la table des négociations.

L'avenir des services publics

Le co-porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, a déclaré qu'offrir moins que l'inflation, « ça n'a pas de bon sens ». Il a invité le premier ministre à « arrêter de courir après les rondelles » et de « s'asseoir à la table de négociations et faire une nouvelle offre ». Monsef Derraji, leader parlementaire du Parti libéral, espère lui aussi que le gouvernement ira de l'avant rapidement. À la première journée de grève du Front commun, Mme LeBel affirme que « le travail qui est fait de négociation est colossal ». Leur objectif pour les prochains jours est de parler de réorganisation du travail du secteur public. Québec solidaire et le Parti québécois se disent prêts à accompagner les travailleurs et travailleuses jusqu'au bout. Les deux partis étaient présents sur les piquets de grève mardi et le seront pour les mobilisations à venir. La grève du Front commun se poursuivra mercredi.



Selon Bernard Drainville, 8 milliards de dollars de fonds publics sont sur la table des négociations. Florence Champagne-Hamel, L'Atelier

Le ministre Girard patine

FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier
À Québec

Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, ne reviendra pas sur la subvention des 5 à 7 millions prévus pour la venue des Kings à Québec à l'automne 2024, a-t-il annoncé dans un point de presse mardi matin au parlement. Une décision qui a fait rugir les partis d'opposition.

Le ministre a affirmé, les bras croisés, offrir « un produit de grande qualité » en matière de hockey aux Québécois et Québécoises malgré l'épée de Damoclès qu'il avait au-dessus de la tête. Pour lui, 5 millions est le prix à payer pour envisager le retour des Nordiques de Québec.

Retour qu'il évalue lui-même à « 10 % de probabilités d'arriver ». Selon lui, ce n'est qu'au lendemain des deux matchs préparatoires opposant les Kings de Los Angeles aux Bruins de Boston et aux Panthers de Floride au Centre Vidéotron à Québec que l'on pourra réévaluer si le contrat initial en aura valu la peine.

« J'aurais aimé ça que ça coûte 2 millions moins cher », a-t-il dit.

Un contrat « dans les règles de l'art »

M. Girard ignore les conditions des autres contrats dans ce genre qui ont été signés par le passé : « Je ne connais pas la situation de Halifax ou de Wichita. [...] Je ne sais pas si c'étaient des matchs avec des équipes complètes. » Une rupture de contrat est impossible : « C'est très important qu'un gouvernement qui signe ses contrats respecte ses engagements. »

Le logement au cœur de la mise à jour économique

MEGAN FOY
L'Atelier
À Ottawa

Quelque 10,8 milliards de dollars de dépenses supplémentaires au budget fédéral seront alloués pour la construction de logements, le resserrement des locations de types Airbnb et la mise en place d'une nouvelle « charte hypothécaire canadienne ».

Ces mesures ont été présentées mardi dans le cadre de l'énoncé économique de l'automne par la vice-présidente et ministre des Finances, Chrystia Freeland, alors que le gouvernement fédéral est présentement soumis à de fortes pressions budgétaires. « Notre gouvernement a été élu sur la promesse d'aider la classe moyenne, et c'est ce qu'on fait aujourd'hui », a déclaré Mme Freeland en Chambre.

Une dette surveillée

D'ici 2025-2026, Ottawa accordera un financement supplémentaire de 16 milliards de dollars pour pallier la crise du logement,



« Je n'ai pas de regret [...] on a un produit de grande qualité », a dit Eric Girard. Raoul Bloch, L'Atelier

Les partis d'opposition ont demandé le retrait du gouvernement dans cette entente. Québec solidaire a qualifié cette décision « d'absurde » et « qui met de l'huile sur le feu dans les négociations du secteur public ».

Gabriel Nadeau-Dubois a mentionné que s'il « avait voulu inventer de toutes pièces un exemple pour illustrer le dérèglement des valeurs de ce gouvernement-là », il n'aurait pas été en mesure de le faire. Le Parti québécois trouve « inacceptable » l'ignorance du ministre Girard des autres contrats similaires. Pour le Parti libéral, ce sont 7 millions « durement gagnés » des Québécois que

l'on prend et que l'on « donne aux Kings de Los Angeles pour deux matchs ».

Centre videotron

Pour le premier ministre François Legault et le ministre Girard, il s'agit d'une façon de rentabiliser l'amphithéâtre qui avait coûté 400 millions de dollars de fonds publics. Le premier ministre rappelle que c'est une décision qu'avaient approuvée le Parti québécois et le Parti libéral à l'époque de sa construction en 2015.

La CAQ divisée

Le ministre des Finances et son homonyme, le député du Lac-

Saint-Jean, ne semblent pas s'entendre sur le contrat signé avec les Kings.

En entrant en caucus mardi, le député Éric Girard a déclaré que c'était « contre les valeurs des citoyens du Lac-Saint-Jean ».

Luc Provençal, député de Beauce-Nord, a lui aussi affirmé haut et fort qu'il s'agissait d'une entente complètement contre ses valeurs. Ftzigibbon a qualifié la subvention de « dépense » plutôt que d'« investissement ».

Dure semaine parlementaire à l'horizon, à la sortie du Salon bleu du parlement, le premier ministre a affirmé « qu'il y en jamais de facile pour un premier ministre ».

TAXE CARBONE

Les fermiers attendent l'exemption

MEGAN FOY
L'Atelier
À Ottawa

Neuf fermiers indépendants venus de partout au Canada ont imploré les sénateurs d'adopter le projet de loi C-234 mardi sur la Colline parlementaire. Ils étaient accompagnés du député conservateur responsable de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la sécurité alimentaire, John Barlow. « L'adoption de C-234 permettra aux agriculteurs d'épargner environ 1 milliard de dollars d'ici 2030 », a affirmé M. Barlow. Il explique que, le cas échéant, la facture se traduirait par une augmentation du prix des aliments pour les consommateurs canadiens. Le projet de loi, qui vise à exempter certaines activités agricoles de la taxe carbone, doit être voté une dernière fois, mais son adoption se fait attendre depuis que le Sénat en fait la troisième lecture.

en plus de restreindre les déductions fiscales pour les propriétés d'Airbnb dès janvier prochain.

La Charte hypothécaire canadienne permettra quant à elle de réduire le stress financier des Canadiens face à la hausse des taux hypothécaires en imposant une série d'engagements de la part des

« Le défi, c'est de trouver un équilibre entre investissements [et] plan économique responsable. »
- Chrystia Freeland

institutions financières du pays. De plus, Ottawa prévoit éliminer la TPS/TVH des factures de soins en santé mentale pour en faciliter l'accès.

Avec ces mesures, le déficit budgétaire demeure pratiquement le même, a tenu à rappeler Mme Freeland, soit 40 milliards de dollars. Le mois dernier, on appre-

nait que le déficit fédéral de 2023-2024 serait de 46,5 milliards de dollars, soit en hausse de 7,8 milliards de dollars par rapport à l'estimation pour 2022-2023.

Des mesures oubliées?

Selon le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, des mesures concernant les PME et les aînés auraient dû se retrouver dans l'énoncé économique du pays.

Il faisait notamment référence au remboursement du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui devrait être plus flexible selon lui, et à la hausse du coût de la vie pour les personnes vulnérables.

« Le gouvernement n'a pas pris acte de l'urgence de la situation », a soulevé M. Blanchet avec véhémence pendant la période de questions en Chambre.

Le gouvernement a toutefois confirmé vouloir aussi contrer la hausse actuelle du prix des aliments en renforçant la concurrence par l'entremise de mesures législatives.

Le militantisme québécois sous toutes ses formes

L'implication politique, beaucoup moins attrayante

LAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

L'engagement politique des jeunes de 18 à 35 ans n'est pas absent, mais tend à s'estomper. Les enjeux évoqués dans les hautes sphères politiques ne représentent pas les intérêts des jeunes. Les causes environnementales et sociales sont leurs priorités.

Du changement dans l'implication

L'ancienne députée du Parti libéral du Québec Monique Sauvé investissait soirs et fins de semaine à la vie politique. Éluë dans Fabre de 2015 à 2022, elle a été témoin d'un énorme changement vis-à-vis de l'implication des jeunes militants de sa circonscription. « Les jeunes adultes avaient peur de s'impliquer, les sujets de débats les rejoignaient moins. À la fin de mon mandat, la moyenne d'âge de mon équipe était de 25 ans », explique-t-elle.

Lors de ses dernières élections en 2018, elle dit avoir reçu plusieurs réponses négatives des intentions de vote des moins de 35 ans. L'intérêt de se mobiliser pour une cause politique ou de s'associer à un parti ne semble pas attirer les jeunes adultes. « Pendant les élections, on fait des appels avec plusieurs militants pour s'assurer que les gens vont aller voter et, malheureusement, les plus jeunes électeurs ne voyaient pas l'intérêt de se prononcer », déplore-t-elle.

Pas de militants, pas de votes

Selon l'Institut de la statistique du Québec, 23 % des jeunes au Québec sont allés voter en 2018 avec l'intention de faire bouger les choses, cependant 44 % n'étaient pas intéressés par l'élection et n'avaient pas suivi celle-ci. De 2012 à 2018, le taux de participation à l'élection des 18 à 34 ans a baissé de 12 %. « Les enjeux changent, les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas les mêmes motivations que nous il y a 20 ans. Les militants changent et la politique change, c'est normal », déclare Mme Sauvé.

Devenir membre d'un parti afin d'offrir un appui politique et financier est possible, mais implique des frais d'adhésion par année. « Les membres ont accès à certains événements de financement. Généralement, les personnes présentes sont de bons donateurs et sont les militants les plus actifs dans leur quartier » dit-elle.

Militants d'aujourd'hui contre ceux d'hier

La réalité du militantisme politique d'il y a 20 ans et celle d'aujourd'hui sont différentes sur quelques points. La mobilisation des militants dépend souvent des causes soutenues et défendues



La présence des jeunes aux rencontres partisanes diminue chaque année. Claudia Grégoire, Facebook

par le parti, du parti politique lui-même, de sa façon de gérer les activités de financement et de la façon de gérer les adhérents.

Les employés des partis politiques se font souvent « fortement recommander » de devenir membres du parti et de participer aux activités de financements et partisanes. L'ancienne attachée politique dans la grande région de Montréal, Émilie Vaillancourt, raconte son expérience: « On devait aller dans des événements avec des citoyens et organiser des activités de financement pour les membres. Ça prenait beaucoup de temps et on n'était pas payés. Si tu travaillais en politique, on te faisait comprendre que tu devais être membre et t'investir même si ça ne

te tentait pas nécessairement. »
De l'autre côté de la médaille,

« On avait le sentiment qu'on pouvait faire une différence. On se sentait écoutés. »
- Émilie Vaillancourt

Gyslain Dubois, 62 ans, toujours membre militant du Parti libéral du Québec, explique qu'à son époque « c'était normal de s'affilier à un parti. On militait pour le parti qui nous représentait le plus. Oui, ça faisait partie de notre culture

de soutenir un parti. On se sentait proches des députés, je n'ai pas l'impression que les jeunes d'aujourd'hui se sentent comme ça ».

Mme Vaillancourt confirme les dires de M. Dubois: « Les enjeux pour lesquels les jeunes vont s'impliquer sont plus liés à l'environnement, les causes sociales. J'ai vraiment l'impression que la politique a été mise de côté par les jeunes. Le désir de militer pour un parti politique s'efface un peu. »

Le militantisme politique tend tranquillement à s'estomper. Les plus jeunes membres s'impliquent dans des causes de leur génération. Il reste à voir si la tendance se maintiendra lors des prochaines élections générales provinciales en octobre 2026.

Les carrés rouges, 10 ans déjà

LOUISE PETIT
OLIVIER GUILLET
L'Atelier

La hausse des droits de scolarité annoncée en 2012 a déclenché un mouvement de contestation qui aura marqué l'histoire du Québec. Onze ans après le Printemps érable, le militantisme étudiant est toujours présent.

Le Printemps érable

Le Printemps érable a débuté le 22 mars 2012 lors d'un rassemblement de plus de 200 000 étudiants à Montréal. Claudia Grégoire était en cinéma au cégep de Saint-Jérôme et a pleinement vécu les six mois de grève.

« Les cégeps étaient tout autant impliqués dans la grève que les universités », précise Mme Grégoire, qui avait 18 ans à l'époque. « C'était impressionnant de voir autant de monde avec le même but. L'objectif n'était pas d'aider les plus démunis, mais bien d'aider la société. Ça a été un véritable éveil politique pour chacun d'entre nous ! »

Le 4 mai 2012 à Victoriaville, l'une des plus violentes émeutes de l'histoire du Québec éclatait. L'étudiant le plus gravement blessé a perdu l'usage d'un œil et a subi du même coup un traumatisme crânien.

« Ça n'a rien changé pour nous »

Cette violence n'a jamais empêché Claudia Grégoire et ses collègues d'y retourner. « Je voulais continuer d'y aller pour démontrer que la majorité avait de bonnes intentions et que le seul but était de faire valoir notre point [...] À ce moment-là, tous les Québécois ou presque étaient un carré rouge ! » Elle explique que certains groupes ont « terni » l'image des étudiants. « Certains groupes profitaient de l'effet de foule pour tout casser, mais ce n'étaient pas des étudiants en général », précise la femme de 29 ans.

L'après-2012

Les étudiants n'ont pas arrêté de militer après le Printemps érable, d'autres enjeux leur tiennent à cœur. C'est le cas d'Olivier Turbide, étudiant au baccalauréat en philosophie à l'UQAM.

Même si la cause qu'il défend est sa principale motivation, il a dû trouver un équilibre entre ses études et le militantisme. « Souvent, j'ai eu tendance à laisser tomber mes études et à faire des sacrifices pour pouvoir militer », raconte-t-il.

Olivier explique que c'est la crise écologique qui l'a « radicalisé ». « J'ai envie de m'organiser pour changer les choses », explique-t-il. D'une certaine façon, il voit son militantisme comme une reprise de pouvoir de sa génération.

Pour résumer sa pratique du militantisme, Olivier cite Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde. Ce qui importe, c'est de le transformer. »

Les logis Rose Virginie rayonnent

GRÉGORY HAMEL
L'Atelier

Le 8 novembre dernier, à l'hôtel Windsor à Montréal, la fondation Logis Rose Virginie a organisé un défilé de mode pour amasser des dons.

Cet organisme à but non lucratif a pour mission de soutenir les femmes en situation de vulnérabilité dans leur démarche d'insertion sociale.

Geneviève Richard, avocate de profession, s'implique auprès de la fondation depuis près d'une décennie et elle en est dorénavant ambassadrice.

« Mon rôle cette année était de promouvoir le défilé et d'aller chercher des dons d'entreprises pour assurer que les logis puissent continuer à opérer », dit Mme Richard.

Des vies changées

La fondation utilise cette campagne de financement pour offrir 21 logements à 21 femmes sur une période de trois ans.

« Trois ans, ça change des vies. J'ai donc vraiment l'impression de faire la différence », explique Mme Richard.

Le défilé de mode

Le défilé leur a permis d'amasser plus de 150 000 \$. Plus de 185 personnes se sont présentées, dont plusieurs designers québécois de renom. Selon les humbles estimations de Geneviève Richard, celle-ci a su amasser environ 60 000 \$ à elle seule.

Pour tout le monde

Il y a quelques années, une étudiante en médecine a eu recours à leurs services à la suite d'une dépression importante.

« Ça peut vraiment arriver à n'importe qui [...] C'est une occasion de réaliser la chance que nous avons », conclut Mme Richard. Elle souhaite continuer à s'impliquer auprès de la cause afin de soutenir les milliers de femmes dans les années à venir.



La fondation Logis Rose Virginie a été fondée en 1990. Facebook fondation Logis Rose Virginie

Agressions sexuelles en hausse au Québec

LOUIS PETITJEAN
L'Atelier

L'explosion sur les réseaux sociaux du mouvement #MeToo a eu un effet boule de neige sur les dénonciations d'agressions sexuelles au Québec.

Partout à travers la province, les services de police ont recensé une hausse importante du nombre d'agressions sexuelles dénoncées après l'explosion du mouvement en 2017. Selon l'Institut national de santé publique du Québec, le

taux d'agressions sexuelles signalées à la police a augmenté de 61 % après #MeToo à partir de 2017, en comparaison avec la période précédente allant de 2006 à 2016.

La hausse en chiffres

Dès 2017, le taux augmente de neuf points pour atteindre 104,2 femmes victimes d'agressions sexuelles pour 100 000 habitants. La tendance restera la même entre 2017 et 2018 avec un taux qui passe à 114,4 victimes pour 100 000 habitants. La hausse va ralentir entre

2018 et 2019 pour atteindre 118 femmes victimes pour 100 000 habitants, avant de se maintenir entre 2019 et 2020. Lors de la première année de la COVID-19, les agressions sexuelles déclarées ont explosé avec l'utilisation massive de réseaux sociaux pendant la période, le taux est donc passé de 118,1 à 153,4 femmes victimes d'agression sexuelle en 2021.

Les victimes

Les trois groupes d'âge ayant les taux les plus élevés d'agressions

sexuelles sont les 15 à 17 ans (580,2 infractions par 100 000 jeunes), suivis des 12 à 14 ans (439,4), des 18 à 19 ans (321,2). Les autres groupes concernés sont les 20 à 24 ans ainsi que les 6 à 11 ans. Selon les données de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés menée en 2018, 11,3 % des Québécoises et 3,5 % des Québécois ont vécu au moins une fois de la violence sexuelle commise par une personne adulte avant l'âge de 15 ans, ce qui représente 7,5 % de la population.



Près de 69 % des femmes indiquent avoir déjà fait face à du harcèlement de rue. @collages_feministes_montreal_, Instagram

Les collages féministes montréalais

MAYLIS ROUMY
L'Atelier

« On te croit », « C'était pas de ta faute ». Ces messages, réalisés par des membres du groupe de collages féministes, habillent les murs de Montréal. Incarné par des activistes comme Léna*, diplômée en sciences politiques à l'UQAM, ou Juliette*, étudiante à la maîtrise en géographie à l'Université de Montréal, le mouvement de collages féministes à Montréal fait entendre les voix féminines dans l'espace public. « C'est un moyen de rendre visible ce qui est invisible et d'avoir une voix qu'on n'a pas forcément en tant que citoyenne lambda », explique Léna.

Pour Juliette, coller permet de mener des actions directes en tant que militante féministe.

Les collages sont d'abord apparus en France lors du mouvement MeToo.

Ils consistent à peindre des lettres sur des feuilles pour les apposer à des endroits stratégiques, transmettant ainsi des messages sur des questions féministes, mais aussi sur des sujets comme le racisme ou l'homophobie.

Une mobilisation difficile...

Léna et Juliette assument un rôle actif en tant que « colleuses ». Le groupe colle environ une fois par mois, une fréquence que Léna juge insuffisante. Malgré la centaine de membres, elle

souligne le défi de mobiliser un plus grand nombre de participants actifs : « Il y a une centaine de personnes dans le collectif, mais seulement dix à quinze personnes font les collages, donc il y a beaucoup de personnes qui font partie du collectif, mais qui sont finalement un peu fantômes. » Selon Juliette, le groupe n'a pas la capacité de coller plus régulièrement avec les moyens dont il dispose. « Ça demande de l'énergie, de l'organisation préalable. Il faut trouver une date où il y a assez de gens disponibles. Il faut préparer les phrases, la colle, et le faire de nuit. L'amende peut être salée, elle peut aller jusqu'à 1000 dollars », ajoute l'étudiante. « On aimerait coller plus souvent, mais

c'est compliqué. »

Le groupe évite le centre-ville ou le Plateau, car l'amende est élevée. « Puisque c'est illégal, on veut limiter les risques d'être arrêtées ou agressées. On fait un ratio visibilité-risque », confie Léna.

Une lutte puissante

Si les collages restent ponctuels, Juliette trouve le mouvement féministe « extrêmement » puissant à Montréal. « Je rencontre tous les jours des féministes dans les milieux universitaires. » L'UQAM et l'Université de Montréal offrent chacune des programmes courts en études féministes.

* À la demande des intervenantes, les noms de famille n'apparaissent pas.

De DJ à trafiquant pour les Hells

GRÉGORY HAMEL
FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

Le verdict devait être rendu aujourd'hui au palais de justice de Montréal dans l'affaire Jonathan Fortier, pour le meurtre de Bardia Gorji survenu le 24 juillet 2020. L'accusé de 42 ans a déjà plaidé coupable à quatre chefs d'accusation : négligence criminelle causant la mort, meurtre, complot pour meurtre et séquestration. La sentence sera finalement rendue le 26 janvier.

M. Fortier consommait de la cocaïne et des amphétamines depuis plusieurs décennies déjà. C'est seulement à la suite de la perte de son emploi comme DJ durant la pandémie que l'accusé a commencé à consommer régulièrement du crack. Lors du confinement, M. Fortier s'est retrouvé en colocation avec son demi-frère, Samir Drissi Atmani. L'accusé clame que ce dernier l'a forcé à faire la vente et la livraison de drogues diverses. M. Atmani entretenait à l'époque des liens étroits avec les Hells Angels. M. Fortier plaide qu'il craignait dès le départ l'influence de M. Atmani sur sa consommation de drogue et sur son quotidien en général. Il dit avoir accepté de vivre avec lui à la seule condition que ce dernier ne le mêle pas à ses transactions.

Trois semaines de souffrance

En fin d'après-midi le 24 juillet 2020, Jonathan Fortier reçoit un appel. Samir Drissi Atmani lui demande de l'accompagner pour aller chercher un de ses amis après une livraison de stupéfiants. Lorsque M. Fortier rejoint son demi-frère au lieu de rencontre, il découvre le corps inerte de Bardia Gorji dans le coffre de la voiture. Les deux hommes retournent alors à leur logement et mettent l'homme dans la baignoire. Bardia Gorji est ensuite emmené dans la chambre principale où il est attaché et battu de plus belle par M. Atmani pendant que l'accusé continue la livraison de stupéfiants de son demi-frère. À son

retour, le corps est dans un état lamentable. M. Atmani demande alors à M. Fortier de l'aider à se débarrasser du corps. L'accusé prétend avoir essayé de raisonner son demi-frère et l'aurait questionné quant à la violence infligée à la victime. Jonathan Fortier et Samir Drissi Atmani se sont rendus ensuite dans l'arrondissement d'Anjou pour se débarrasser du corps dans un champ. M. Gorji a été retrouvé agonisant le lendemain matin et a succombé à ses blessures à l'hôpital trois semaines plus tard.

Un homme repentant

Aujourd'hui, Jonathan Fortier assure avoir repris le contrôle de sa vie. « Il n'est même pas le deuxième violon dans l'affaire, il est le troisième. Si Jonathan Fortier n'était pas impliqué, probablement que tout ce qui est arrivé serait arrivé de toute façon », explique M^e Martin Latour, avocat de la défense. Il espère aujourd'hui que son client s'en sortira avec des travaux communautaires et qu'il évitera la prison, puisqu'« en dedans, la consommation est le sport national ». De son côté, M. Fortier affirme avoir plus conscience que jamais de son erreur. « Aujourd'hui, j'appellerais la police, je l'amènerais à l'hôpital. J'ai fait confiance à la mauvaise personne », affirme-t-il.



Libéré après avoir commis une agression à domicile

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

L'enquête sur la remise en liberté d'Othmane Idali se tenait mardi au palais de justice de Montréal. L'homme de 23 ans accusé d'avoir pris part à une violation de domicile avec agression armée en novembre 2020 vient d'être libéré sous caution.

Les quatre individus blessés par balles et attaqués à la machette n'oublieront jamais la nuit du 19 novembre 2020 quand quatre personnes masquées se sont introduites chez eux et ont volé plus de 7000 \$ de biens.

C'est un an plus tard que l'un des suspects, Othmane Idali, a finale-

ment comparu devant la justice et a été déclaré coupable de plusieurs méfaits importants.

Seize chefs d'accusation ont été déposés contre lui : introduction par effraction, voies de fait causant des lésions corporelles, vol qualifié, séquestration et possession illégale d'arme à feu. La preuve contre M. Idali était immense, selon la juge Nathalie Duchesneau.

L'accusé a fait preuve d'une conduite exemplaire depuis et a respecté toutes ses conditions de détention. M. Idali a accepté de remettre son passeport marocain aux autorités. Il a l'interdiction d'obtenir un nouveau passeport de ce pays, et de quitter le Canada jusqu'à sa prochaine audience en janvier.



Mise en scène des victimes de trafic humain devant les bureaux de l'agence de recrutement Trésor, lors de la manifestation du 21 novembre 2023. Antoine Quesnel, L'Atelier

Poursuite pour trafic humain

Recrutement illégal de travailleurs étrangers

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Deux compagnies canadiennes se heurtent à une action collective, déposée en octobre dernier, pour le trafic humain de plusieurs centaines de travailleurs sans papiers.

Depuis 2021, l'agence de recrutement Trésor, située à Laval, recrute frauduleusement des travailleurs à l'étranger en leur promettant un permis de travail fermé après une « période de travail probatoire ». Durant cette période d'une durée indéterminée, ils ont le statut de visiteurs au Canada et n'ont pas le droit de travailler légalement, contrairement à ce que l'agence leur assure.

Le principal client de cette compagnie spécialisée dans le recrutement à l'étranger est la branche canadienne de Newrest à Dorval, une multinationale française qui fournit les repas des vols d'Air Canada qui partent de l'aéroport de Montréal.

« Une période probatoire [sans visa de travail] comme [celle que Trésor impose à ses recrues] n'existe pas au Canada », affirme Ryan Faulkner, coordinateur du service d'information juridique du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI), qui appuie le regroupement de travailleurs lésés dans ses procédures judiciaires.

Venant de l'étranger, surtout d'Amérique latine, la majorité d'entre eux ont cru qu'il s'agissait d'une pratique normale ici.

Exploités

Une trentaine de ces victimes ont manifesté devant les bureaux

de l'agence Trésor, mardi matin.

« Nous manifestons aujourd'hui parce que nous avons été maltraités et exploités par l'agence Trésor et Newrest », explique Kermani Touag, représentant des membres africains, au sein du collectif des travailleurs. « Nous avons été abusés physiquement, psychologiquement, et même sexuellement pour certains [...] on ne croyait pas vivre ça en venant travailler dans un pays démocratique », ajoute-t-il.

Le CTTI affirme que Newrest a agi en toute connaissance de

« On ne veut pas qu'ils soient punis »
– Ryan Faulkner

cause. Ils auraient même implanté des mesures pour empêcher les travailleurs de communiquer entre eux et avec les employés légaux de la compagnie sur leurs conditions de travail.

C'est le cas de Zidelkhal Mourad, arrivé d'Algérie il y a six mois, qui s'est foulé la cheville à cause des conditions de travail dangereuses. « Un collègue m'a dit que je serais mieux d'endurer la douleur, car il avait vu des gens se faire renvoyer parce qu'ils avaient pris congé pour récupérer d'une blessure », dit-il. « On m'a retiré mes journées de congé parce que je n'avais pas pu travailler avec ma cheville foulée. »

Travail illégal

« Quand je suis venu ici, je pensais avoir trouvé un travail léga-

lement, mais on m'a forcé à être dans l'illégalité sans que je le sache », dit M. Mourad.

Bien qu'ils soient eux même dans l'illégalité en travaillant sans permis, le CTTI demande que leurs dossiers soient traités comme des cas de trafic humain par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, car ils ne veulent « pas qu'ils soient punis, alors que ce sont plutôt eux les victimes ».

Au Canada, « les victimes de trafic humain ont droit à des exemptions spéciales pour l'obtention d'un permis de travail ouvert », explique le juriste. Cette possibilité permettra aux victimes de Trésor et Newrest de se reconstruire une vie au Canada.

Salaires « volés »

Les manifestants entamaient en chœur des chants en français, en anglais et en espagnol, réclamant « justice ». Ils dénonçaient Guillermo Montiel, le propriétaire et un des trois seuls employés de Trésor, qui leur a « volé » leurs salaires.

Ils étaient payés pour leur travail à Newrest en espèce par l'agence Trésor, qui ne leur versait pas la totalité de leurs salaires.

« J'étais l'embauche numéro 601, dans une compagnie qui a environ 300 employés. Ça veut dire qu'ils en ont exploité beaucoup avant moi. En plus, une centaine de personnes ont été engagées après moi », affirme M. Mourad.

De plus, M. Montiel aurait disparu depuis le 27 octobre dernier et n'aurait pas « payé les centaines d'employés qui travaillaient ou travaillent encore, illégalement, chez Newrest », selon le CTTI.



Toufiqu Barbhuiya, Unsplash

Nouvelle baisse de l'inflation en octobre

L'indice des prix à la consommation ralentit à 3,1 %

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

Les prix dans les épiceries et le coût du carburant ont continué de diminuer en octobre, mais en revanche, les loyers ont grimpé, d'après les plus récentes données de Statistique Canada. L'indice des prix à la consommation (IPC), qui évalue les changements de prix en observant comment le coût d'un ensemble constant de biens et services évolue au fil du temps, a augmenté de 3,1%, une baisse par rapport à septembre. Cette baisse est principalement due à la diminution du prix de l'essence, en recul de 7,8 %. Les

épiceries ont vu la croissance des prix ralentir avec une augmenta-

« Les consommateurs ne doivent pas s'attendre à voir leurs factures d'épicerie baisser »
– Francis Gosselin

tion de 5,4 % en octobre.

Des factures d'épicerie encore élevées

Malgré ce ralentissement, les

prix demeurent élevés. L'économiste Francis Gosselin prévient que les consommateurs ne doivent pas s'attendre à voir leurs factures d'épicerie baisser dans les prochaines semaines. « Même si l'IPC continue de reculer et atteint la cible voulue à environ 2 %, les prix sur les tablettes ne vont pas diminuer, certifie-t-il. Les prix que vous voyez maintenant vont rester, ça ne reviendra pas comme avant. »

Le consultant affirme que l'indice des prix à la consommation ne peut faire fluctuer à la baisse le prix de la facture d'épicerie. Il peut tout au plus garder les prix tels qu'ils le sont actuellement.

« Vous allez continuer à payer votre salade 8 \$ et vos piments 5 \$. Il se peut cependant que le prix reste le même pour un moment ou augmente moins vite qu'auparavant », explique M. Gosselin.

Le Québec, encore roi de l'inflation

L'inflation a progressé dans toutes les provinces du Canada, mais de manière moins prononcée qu'en septembre dernier. L'économiste croit que la baisse de l'IPC annoncée aujourd'hui est une excellente nouvelle, mais que, si l'on se compare au reste du pays, le Québec reste la province avec le taux inflationniste le plus élevé.

Recul du commerce international

Les exportations et les importations internationales de marchandises du Québec sont en baisse

LOUIS PETITJEAN
L'Atelier

Selon les dernières données de l'Institut de la statistique du Québec sorties mardi, les exportations ont connu une baisse de 0,9 % en septembre 2023 par rapport au mois d'août. Il s'agit du deuxième mois de suite où les exportations internationales sont en baisse. Le produit qui a le plus contribué à celle-ci est le mazout

lourd, avec 52,8 % d'exportations en moins. D'autres produits sont à l'origine de ce recul, notamment les minerais et les concentrés de fer, ainsi que les produits pharmaceutiques et médicaux.

Les importations en chute libre

Du côté des importations, la tendance est similaire. En effet, en septembre 2023, les importations ont baissé de 6,4 % par rapport au

mois d'août. Les aéronefs contribuent le plus au recul avec 94,4 % d'importations en moins. Parmi les autres produits expliquant ce phénomène, on trouve le pétrole brut classique, l'or, l'argent, les métaux du groupe du platine sous forme brute et leurs alliages, mais aussi les pièces pour aéronefs et autre matériel aérospatial. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les chiffres des importations des neuf premiers mois de 2023

sont en baisse de 1,3 % par rapport à la même période en 2022.

Tendance différente au Canada

La situation diffère dans le reste du Canada. En effet, en septembre 2023, les exportations internationales du Canada ont augmenté de 0,3 %. Pour ce qui est des importations, elles ont également augmenté ce mois-ci, avec une hausse de 1,4 % par rapport à août 2023.

AUDIENCE DU CRTC

TVA réagit aux propos de PKP

Le Syndicat des employé(e)s de TVA a réagi au témoignage de Pierre Karl Péladeau rendu public hier devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. En revenant sur les coupes au sein du Groupe TVA, M. Péladeau a indiqué qu'il s'agissait d'un plan « essentiel à la survie de TVA, qui est dorénavant poussée dans ses derniers retranchements ». Carl Beaudoin, président provincial du regroupement des personnes salariées du Groupe TVA inc., s'est indigné devant les propos du PDG. « Québecor utilise les employés du Groupe TVA comme bouclier sur la ligne de front de sa bataille pour la déréglementation des médias électroniques », a-t-il dénoncé. AF

L'Armée du Salut lance sa campagne des fêtes

L'Armée du Salut annonce le début de sa 133^e campagne des marmites de Noël, sa collecte de fonds publics la plus importante de l'année. L'initiative vise à soutenir 2,7 millions de personnes dans 400 collectivités partout au Canada. L'annonce vient alors que l'augmentation du coût de la vie a entraîné une hausse de 31 % du nombre de nouveaux ménages qui ont demandé de l'aide aux services communautaires de l'organisme cette année. L'Armée du Salut souhaite répondre aux besoins divers des personnes et des familles qui éprouvent des difficultés financières en fournissant, entre autres, des repas et du logement. AF

L'ATELIER

Chef de nouvelles : Raoul Bloch

Chef de pupitre : Olivier Guillet

Pupitres : Ariane Fournier, Noémie Laplante et Maylis Roumy

Photographe : Lyna Basta

Caricaturiste : Raoul Bloch

Correctrices : Bettie Desjardins et Laurie Doré

Journalistes : Flavie Boivin-Côté, Florence Champagne-Hamel, Alice Fournier, Megan Foy, William Gemme, Grégory Hamel, Florence Lamoureux, Louise Petit, Louis Petitjean, Oleksii Pivtorak, Florence Provencher, Antoine Quesnel, Laurie St-Georges et Alexane Taillon-Thiffault

Merci à : Richard Bousquet, Christine Dumazet, Maude Goyer, Florent Maiorana et Malika Alaoui

L'Azerbaïdjan dénonce la France

La France a été accusée mardi par le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, de « préparer le terrain » pour de nouvelles « guerres » dans le Caucase. Selon le ministère français des Affaires étrangères, la France est « résolument engagée » en faveur de « l'intégrité territoriale » d'Erevan, la capitale de l'Arménie. Cette déclaration survient alors que la France a récemment pris la décision d'aider l'Arménie en lui fournissant des ressources militaires. La France, terre d'accueil d'une importante diaspora arménienne, s'est impliquée ces derniers mois dans la médiation entre ces deux anciennes républiques soviétiques. AFP, AF

La Bourse argentine en hausse

La Bourse de Buenos Aires a ouvert en hausse de 20 % mardi. La compagnie pétrolière publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales est à l'origine de cette augmentation. Le nouveau président, Javier Milei, élu dimanche a annoncé vouloir privatiser la société dans le cadre d'une grande réforme d'État. Face à une inflation qui dépasse les 140 % en rythme annuel et un taux de pauvreté de 40 %, M. Milei a fait de l'économie sa priorité, promettant de larges coupes dans les dépenses publiques. La victoire de cet économiste ultralibéral et antisystème a provoqué un véritable tremblement de terre dans le pays sud-américain. AFP, AF



256 Rohingyas trouvent refuge en Indonésie

Les autorités indonésiennes ont accueilli mardi 256 réfugiés rohingyas. Ces derniers pourront rester dans le pays pendant trois mois. « La sécurité des réfugiés pendant leur séjour temporaire relève de la responsabilité du gouvernement », a souligné le service d'immigration indonésien dans un communiqué. Les Rohingyas, minorité musulmane persécutée, fuient la Birmanie depuis 2017. AFP, LB



Des soldats israéliens transportent les prisonniers palestiniens. Menahem Kahana, Agence France-Presse

Israël accepte la libération d'otages à Gaza

Une trêve humanitaire qui soulage les Palestiniens

ALICE FOURNIER
L'Atelier

Israël a annoncé tôt mercredi s'entendre sur la libération d'otages à Gaza en échange de prisonniers palestiniens.

« Le gouvernement Nétanyahou a besoin, pour sa propre légitimité, de cette entente », affirme le sociologue Rachad Antonius. « Il va faire tout ce qu'il peut pour avoir ces otages », reprend-il. Selon lui, l'entente entre le Hamas et le gouvernement israélien est réalisable, à condition que les Palestiniens obtiennent aussi un cessez-le-feu.

Des femmes et des enfants retenus dans la bande de Gaza vont ainsi retourner chez eux, selon l'Agence France-Presse (AFP). Ju-

lien Bauer, professeur retraité en science politique à l'UQAM, émet quant à lui des doutes à propos de cet accord. « L'idée qu'il [le Hamas] puisse libérer des femmes et des enfants à condition qu'on arrête les combats, ça signifie qu'il se renforce, et c'est impensable », lâche-t-il.

Une entente délicate...

L'accord dont il est question permet la libération de 50 otages en échange de 150 Palestiniens incarcérés en Israël, selon l'AFP. Une trêve humanitaire de cinq jours serait aussi envisagée. Aucun cessez-le-feu à long terme n'a cependant été demandé, et Israël a affirmé vouloir poursuivre la guerre après la trêve.

Les négociations se sont déroulées sous l'œil des trois médiateurs principaux du conflit, le Qatar, l'Égypte et les États-Unis.

« Pour le moment, c'est Israël qui a le contrôle du jeu », estime

« Pour le moment, c'est Israël qui a le contrôle du jeu » - Rachad Antonius

M. Antonius. D'après le sociologue, il existe une asymétrie de pouvoir telle entre les deux camps que seule la fin de l'occupation de la bande de Gaza par le Hamas pourrait régler les hostilités à

long terme. M. Bauer renchérit en expliquant que l'entente ne ferait que reculer le problème et laisser une porte ouverte à d'autres prises d'otage dans les mois qui suivent.

... qui sème la confusion

Les acteurs du conflit se sont entendus après avoir été exposés aux pressions de la communauté internationale. Le président chinois, Xi Jinping, et les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont tous appelé à un « cessez-le-feu immédiat ».

« C'est très tentant, mais d'un point de vue politique, l'entente ne fonctionnera pas », tranche M. Bauer.

Rachad Antonius répète quant à lui que « rien n'est impossible ».

La Corée du Nord œuvre en solitaire

ALICE FOURNIER
L'Atelier

Le pays du secret a lancé un satellite militaire d'espionnage vers le Sud mardi, inquiétant la communauté internationale.

« C'est un grand succès », affirme la Corée du Nord à la suite du lancement de son satellite Maligyong-1. Selon l'armée sud-coréenne, il s'agirait d'un tir stratégique du chef d'État nord-coréen, Kim Jong-un, en réponse aux avertissements de Séoul et aux ré-

solutions de l'ONU lui interdisant d'utiliser des technologies de missiles balistiques. L'Agence centrale de presse coréenne a assuré être parvenue à mettre le satellite sur orbite, un fait que le Japon réfute. Pyongyang souhaite reprendre la surveillance de ses frontières.

De lourdes conséquences

La manœuvre du pays totalitaire a inquiété la communauté internationale. Le Japon a ordonné une brève évacuation de la ville d'Okina, incitant les habitants à se

mettre à l'abri. Alors que la fusée s'est finalement dirigée vers le Pacifique, les autorités japonaises ont fortement condamné le tir. Washington leur a fait écho plus tard dans la journée, ainsi que l'ONU.

Indignation générale

Il s'agirait « d'une violation flagrante de multiples résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, qui augmente les tensions et le risque de déstabiliser la région et au-delà », selon la porte-parole du Conseil, Adrienne Watson.

« La porte de la diplomatie n'est pas fermée, mais Pyongyang doit immédiatement cesser ses actions provocatrices », ajoute-t-elle.

Pour le premier ministre japonais, Fumio Kishida, la Corée du Nord enfreint manifestement les résolutions des Nations unies. La Corée du Sud a décidé de « suspendre partiellement » l'accord militaire intercoréen signé le 19 septembre 2018. Séoul prévoit de lancer son propre satellite au cours du mois.

Avec l'Agence France-Presse

MÉTIER D'ART

La coop Empreinte a 50 ans

BETTIE DESJARDINS
L'Atelier

La boutique de métier d'art québécois L'Empreinte de Montréal fête ses 50 ans mardi. Pour l'occasion, elle annonçait l'identité de sa nouvelle porte-parole, la comédienne Ève Landry. L'Empreinte est une coopérative qui souhaite promouvoir l'art local. Elle est formée de 21 artisans membres et de plus de 70 artisans invités. À travers les dernières années, plus d'une centaine d'artistes québécois ont vendu leurs œuvres à la boutique située depuis toujours rue Saint-Paul, dans le Vieux-Montréal.

Les origines

« En 1973, il y a trois passionnés qui ont imaginé notre coop et, depuis, il y a des centaines et des centaines d'artisans qui se sont succédé à travers les années. On a pu profiter de leur idée de génie, donc merci à vous trois! », a raconté Renée Bovet, membre de la coopérative depuis 1988, qui se spécialise dans la peinture sur soie. « À l'époque, notre logo c'était l'empreinte d'un index », a-t-elle ajouté. Elle explique que chaque artisan qui faisait une facture trempait son index dans l'encre et y laissait son empreinte, donc chaque facture était personnalisée.

Faire rayonner l'artisanat

« Je suis extrêmement heureuse de m'associer à vous. Vous, votre job, c'est de créer; moi, ma job, c'est de vous faire rayonner! » s'est exclamée la nouvelle porte-parole. Pour Ève Landry, le choix de s'associer avec l'Empreinte n'a pas été difficile: « Faut que le cœur soit là, faut que le goût soit là, faut que je me reconnaisse dans ce que vous faites et je me suis reconnue à travers vos arts. » La comédienne a raconté qu'en acceptant d'être porte-parole, elle a réalisé que l'artisanat l'avait accompagnée tout au long de sa vie. « Je me souviens qu'avec ma grand-mère [...] on a tellement fait d'arrangements floraux, c'est elle qui m'a vraiment appris la patience et on a construit ensemble plein d'autres affaires », a-t-elle dit.



La coopérative Empreinte fête ses 50 ans. Bettie Desjardins, L'Atelier

L'érotisme fait sa place au cirque et au théâtre

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Qualifiée par la créatrice comme un « voyage », la pièce de théâtre *Les Érotisseries*, présentée au théâtre Espace Libre à Montréal, sort assurément de l'ordinaire. Créée en 2005, la pièce est une expérience immersive, parfois intense, inspirée des différents fantasmes et des différentes expériences des trois artistes sur scène.

L'édition de 2022, qui a fait salle comble, a été réinventée. Toutefois, le but de la créatrice, Éliane Bonin, reste le même: « Il y a toujours une racine de ce qu'on fait, c'est légitime. C'est de l'expression humaine, c'est libérateur, puis c'est pour qu'on aille mieux en tant qu'humain, puis en tant que société. Ce n'est pas pour juste déranger, on veut que ça nourrisse le commun des mortels. »

Sangles aériennes, feu, cordes, barre verticale de danse et fouets sont au rendez-vous dans ce spectacle audacieux, qui ressemble à la fois au cirque et au théâtre. La pièce est d'ailleurs pour un public averti, avec une mention de « +18 » sur leur site internet. Il faut ainsi s'attendre à de la nudité, qui peut surprendre au départ, mais à laquelle il est possible de s'habituer.

Départ en force

Les lumières tombent à 19 h, et trois personnes entrent sur scène. L'ambiance est tendue et silencieuse, l'auditoire semble automatiquement hypnotisé. Tout au long de la pièce, on se demande quelle est la prochaine chose qui va arriver.

Avec une dizaine de minutes de retard, les lumières baissent graduellement et une seule lumière est allumée, révélant l'une des artistes posées sur sa tête, les jambes croisées.

Peu de temps après, celle-ci ouvre ses jambes et on peut y apercevoir une rose. Une autre artiste arrive pour venir la retirer de son



Catherine Desjardins-Béland est ligotée par quatre cordes. Gracieuseté Espace Libre

entrejambe, le tout avec une musique orchestrale. C'est le début d'une soirée forte en émotions.

L'un des moments forts de la pièce est lorsque Marie-Christine Simoneau se met à jouer avec le feu, littéralement. Laisant le feu passer sur presque toutes les parties de son corps, y compris sa bouche, celle-ci a impressionné le public.

Peu de dialogue est divulgué pendant la première partie de la pièce, ce qui peut parfois rendre difficile de rester attentif.

L'un des premiers moments avec du dialogue est une scène où Catherine Desjardins-Béland se masturbe dans sa douche. Un discours sur les fantasmes et la masturbation est entendu en simultané.

Un public impliqué

Selon Éliane Bonin, il y a deux types de publics dans la salle: le « public sec » et le « public mouillé ». En effet, des membres du public sont invités à monter sur

scène, sur base volontaire, où une expérience immersive est offerte. La réponse du public vis-à-vis de ces interactions est très positive et plusieurs personnes se proposent pour aller sur scène.

« Je veux plus d'orgies, et moins de colis Amazon! » - Éliane Bonin

De là vient le côté immersif de l'œuvre, alors que des spectateurs peuvent être touchés par l'interprète qui les touchera en retour. À un autre moment, les artistes ont même célébré la fête d'un membre du public.

Bien que certaines scènes s'éternisent un peu, les spectateurs restent généralement connectés avec ce qui se passe devant eux. Les nombreuses scènes d'humour, généralement interprétées par

Éliane Bonin, sont toutes très bien accueillies par l'auditoire. Après des moments parfois intenses, il est bien de pouvoir rire.

Monologue coloré

Dans les dix dernières minutes du spectacle, la créatrice revient sur scène et se lance dans un long monologue à propos de ses envies, de ses fantasmes, du sexisme et même du capitalisme.

Elle lance « Je veux plus d'orgies, et moins de colis Amazon! », et le public éclate de rire.

Même s'il est un peu long, le monologue reste très intéressant et permet aux spectateurs de mieux comprendre les intentions derrière la pièce. Après le monologue, les artistes se retrouvent sur scène et une vague d'applaudissements se fait entendre.

La réalisation *Les Érotisseries*, d'une durée de presque deux heures, est présentée au théâtre Espace Libre jusqu'au 9 décembre 2023.

Étudiants en quête d'intelligence critique

Le film *Coconut Head Generation*, d'Alain Kassanda, est présenté dans le cadre des RIDM

LOUISE PETIT
L'Atelier

Coconut Head Generation met en scène le quotidien d'un ciné-club de l'Université d'Ibadan, grande ville du sud-ouest du Nigeria. Les étudiants y regardent des films sur l'intersectionnalité, la décolonisation, les luttes féministes et LGBTQ+, les minorités ethniques du pays, les droits des étudiants ainsi que les élections.

Ce film documentaire, réalisé par le cinéaste Alain Kassanda et sorti cette année, était présenté à la cinémathèque québécoise mar-

di dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal.

Un cadre adapté

Quoi de mieux que l'université pour s'instruire? Le cadre du documentaire est effacé, le public se retrouve plongé dans les débats et les luttes retranscrites à l'écran. Plus que spectateur, le choix de devenir acteur se présente en sortant de la salle. Selon Rebecca, une spectatrice présente durant le visionnement au festival Cinéma du réel, le film lui rappelle que « c'est important de continuer l'ac-

tivisme, que tout ça, c'est quelque chose de global ». D'abord centré sur l'université, le cadre de ce long métrage s'ouvre sur les révoltes étudiantes d'octobre 2020. De la théorie à la pratique, le film les observe s'ouvrir au réel et devenir les acteurs d'un changement.

Des requêtes précises

Coconut Head Generation est un documentaire inspirant en matière de revendications sociales. Au bout du monde, les discussions sont les mêmes qu'au Canada. Pour Rebecca, c'est intéressant « de voir des étudiants dans un autre

contexte qui ont les mêmes valeurs et les mêmes débats ».

Plus que des enjeux sociaux, le film veut revendiquer l'intelligence critique des générations étudiante.

Ce qui saute aux yeux, surtout, ce sont les privilèges inhérents à notre condition. De nombreuses scènes nous montrent les différences de conditions de vie sur le campus. Durant l'une des séances du ciné-club, un intervenant montre la précarité de la vie étudiante dans certaines écoles. Pourtant, du point de vue canadien, les conditions de l'Université d'Ibadan paraissent déjà peu modernisées.

Les Raptors sombrent à Orlando

LOUIS PETITJEAN

L'Atelier

Pour leur deuxième match dans le nouveau tournoi de la NBA, les Raptors de Toronto se sont inclinés face au Magic d'Orlando par la marque de 107 à 126 mardi soir.

La défense n'est pas au rendez-vous

La défense est une des raisons principales de cette déroute. En seulement trois quarts temps, la défense des Raptors a encaissé 100 points. Bien que l'équipe canadienne ait ramassé 33 rebonds défensifs, elle a tout de même laissé les joueurs du Magic récupérer 15 rebonds offensifs, leur permettant de marquer des points faciles sur seconde chance. Sur les 126 points marqués par le Magic, les Raptors en ont encaissé 68 dans la bouteille, et n'en ont marqué que 36 en attaque.

Schröder brille

Malgré la défaite, Denis Schröder ne s'est pas laissé faire. En 27 minutes de jeu, le meneur de jeu allemand a marqué 24 points, pris un rebond et envoyé une passe décisive. Statistiquement parlant, le joueur des Raptors, qui a élevé son jeu d'un cran, a montré une adresse impressionnante avec 100 % de réussite aux tirs de trois points ainsi qu'aux lancers francs, pour un pourcentage au tir de 61 %. L'allemand continue sur sa lancée en affichant son troisième match d'affilée avec plus de 15 points.



Jalen Suggs défendu par Gary Trent JR @sixringsofsteel via X

Scottie Barnes reste constant

Pour sa deuxième année dans la grande ligue, Scottie Barnes démontre une grande constance. Ce soir, il a aligné une fiche de 14 points avec huit rebonds, et quatre passes décisives. Malgré quelques souffrances en attaque, Barnes a su rester actif en défense en dépit de l'écart au score, ce qui lui a permis de ramasser trois interceptions. Avec la défaite de ce soir, il aligne son dixième match d'affilée à plus de 10 points, une tendance

qu'il espère maintenir le plus longtemps possible.

Le Magic déroule

Porté par un énorme Paolo Banchero, qui termine à 25 points, cinq rebonds et trois passes, le Magic a déroulé son jeu. En effet, sur les 13 joueurs du Magic qui ont joué lors de ce match, six d'entre eux ont marqué plus de 10 points, dont trois, en sortant du banc. En tout, les remplaçants du Magic ont dominé ceux des Raptors 56 à 32. « Nous n'avons pas pu suivre

leur rythme », a déploré l'entraîneur-chef des Raptors, Darko Rajaković, en mentionnant les 23 points marqués en contre-attaque par l'équipe de la Floride.

Avec cette défaite, les Raptors tombent à la dernière place du groupe C de la conférence de l'Est avec une fiche de zéro victoire et deux défaites. Les hommes de Darko Rajaković se déplaceront en direction de l'Indiana mercredi soir, pour jouer contre les Pacers, sixièmes au classement dans l'Est, pour un match de saison régulière.

CHRONIQUE

Le sport féminin va « bien » !

LAURIE ST-GEORGES

Une étude faite en 2021 dans une école secondaire québécoise indique que 20 % des filles âgées de 12 à 17 ans « mentionnent que des préoccupations au regard de l'intimidation et de la sécurité constituent un frein à la participation sportive ». J'entends, je comprends, j'étais comme elles.

Le nombre de fois où je suis restée assise sur le banc au lieu d'aller au « batte » pour ne pas avoir de cernes de sueur sous les bras. Alors que le développement sportif est essentiel entre 12 à 17 ans, seulement 15 % des filles sont actives, contre 23 % des garçons. L'hypersexualisation, la dynamique inégale, les stéréotypes, ça ne donne pas envie. Parlons des différences biologiques et des stéréotypes. Les médecins de l'époque s'opposaient à la participation des femmes en raison de leur présumée « faiblesse ». Trop souvent on m'a dit : « Laurie, c'est pas beau une femme trop musclée, tu vas ressembler à un homme ». Eh oui, je te saluerai avec mes gros bras, une médaille au cou.

L'inégalité part aussi des ressources allouées au sport féminin. En 2016, l'organisme québécois Égale Action dénonçait « l'inégalité qui prévaut encore dans l'octroi des ressources et le soutien aux divers programmes féminins ». C'est peut-être l'aspect le plus encourageant, les bourses et le financement commencent à se rapprocher d'une équité... Oui, j'ai bien dit « commence ».

La reconnaissance médiatique est aussi un des enjeux qui me touchent énormément. En 2014, 4 % des 35 000 heures d'émissions sportives dans les quatre principales chaînes de télé sportives canadiennes portaient sur des sports féminins. J'étais au Tournoi des Cœurs Scotties de curling en 2021 représentant notre belle province. C'était la première fois en dix ans que le Québec se qualifiait dans la ronde de championnat, mais diffuser le même *Sports 30* pendant 2 heures était plus important que de marquer l'histoire du sport féminin au Québec. J'étais insultée. La représentation des femmes dans les postes de pouvoir en milieu sportif en prend aussi un coup. Il paraît qu'une femme de tête c'est une « germaine ».

Ce ne sont pas les hommes, le problème, c'est la culture du sport, le système. Quand les gens voient qu'aux derniers Jeux olympiques les femmes ont rapporté plus de médailles que les hommes, ils se disent : le sport féminin va bien ! Je vous affirme que non. Il faut arrêter de rester assis et aller au « batte » pour l'avenir de ces jeunes filles et celui du sport.

SOCCER

La France invaincue

LOUIS PETITJEAN

L'Atelier

L'équipe de France de soccer a terminé mardi sa campagne de qualifications pour le Championnat d'Europe 2024 avec un match nul 2-2 face à la Grèce, à Athènes. Après un lent début de match, la France a ouvert le score à la 41^e minute de jeu grâce à un but de Randal Kolo Muani. Au retour des vestiaires, les Grecs ont rapidement égalisé par le biais de leur capitaine, Anastásios Bakasétas.

Cinq minutes plus tard, la Grèce a pris les devants avec un but de Fótis Ioannidis à la 61^e minute. Youssouf Fofana a ensuite permis à la France de revenir à 2-2 à la 74^e minute. Les deux équipes se sont finalement quittées sur ce résultat. La France se qualifie en restant invaincue et en tête de son groupe. La Grèce, qui termine troisième, peut toujours rêver d'une qualification au Championnat d'Europe si elle remporte ses matchs de barrage en mars prochain.

Les curleurs québécois en quête d'une médaille

Le Championnat des clubs de curling Everest 2023 bat son plein

LAURIE ST-GEORGES

L'Atelier

Les deux formations québécoises tentent de remporter les honneurs au Championnat des clubs de curling Everest 2023. Ce dernier se déroule à l'Assiniboine Memorial Curling Club à Winnipeg, au Manitoba, du 19 au 25 novembre.

Porter le « baby blue » pour la première fois

Avec une fiche de 2-2 et deux parties à venir, les représentantes de la Belle Province sont enthousiastes à l'idée de porter le manteau « baby blue » pour la première fois.

La formation québécoise a gagné le championnat provincial en mars dernier contre toute attente : « Les autres équipes ne nous connaissaient pas, les gens ont fait le saut quand ils ont vu qu'on était capables d'être solides », explique la vice-capitaine Karine Lachance. C'est à domicile que le quatuor a

gagné sur la dernière pierre devant ses proches.

Un objectif réaliste

Cette année, l'équipe se sent reconnaissante de pouvoir participer au championnat canadien : « Notre objectif d'équipe, c'est

« Notre objectif d'équipe, c'est d'avoir une fiche positive. C'est réaliste, comme objectif. »
- Karine Lachance

d'avoir une fiche positive. C'est réaliste, comme objectif », affirme Karine Lachance. L'équipe masculine, guidée par David Maheux, se positionne quant à elle à 3 victoires et 1 défaite avec deux parties restantes. Pour rappel, le Québec avait fini au 4^e rang du côté

féminin en 2022, s'inclinant face à la Nouvelle-Écosse, alors que les hommes avaient remporté la médaille d'argent.

Important pour les curleurs récréatifs

Les Championnats canadiens des clubs de curling s'adressent aux curleurs récréatifs de niveau club qui n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour participer à des compétitions de haut niveau. Ce tournoi donne à ces curleurs l'occasion de représenter leur province ou leur territoire lors d'un championnat national.

Le chef du comité organisateur, Mark Duffey, a déclaré être ravi de pouvoir tenir l'événement pour une troisième année de suite : « Le niveau d'habileté, la camaraderie et la compétition sont sans pareil, et nous remercions notre partenaire Everest de tout ce qu'il fait pour offrir aux curleurs de tous les jours l'occasion de devenir des champions canadiens. »